



<http://www.cgt.fr>
info@cgt.fr

Le 31 janvier 2006, repreons l'offensive

2006 doit être une année de modifications concrètes dans la vie sociale. Malgré des avertissements électoraux et de puissantes manifestations sociales comme le 10 mars ou le 4 octobre 2005, gouvernement et patronat poursuivent une politique où le social n'est l'objet que de gesticulations médiatiques, où les salaires et l'emploi sont aux abonnés absents, où le dialogue social est réduit à une parodie de concertation.

Rarement pourtant, les attentes d'autres mesures n'ont été aussi fortes dans tous les domaines, dans l'industrie comme dans la santé, dans l'éducation comme dans le commerce ou les services, chez les chômeurs comme chez les cadres, dans le public comme dans le privé.

Nombre de conflits dans de petites entreprises notamment sur les salaires sont là pour montrer qu'il n'y a pas que chez les cheminots ou dans de grandes entreprises que des succès revendicatifs sont possibles.

La crise sociale provoquée par la politique gouvernementale et les choix patronaux s'est traduite en révoltes urbaines violentes en fin d'année. Chacun perçoit que le traitement policier et répressif ne porte en aucune manière sur les causes de ces situations.

Repasser à l'offensive

Tout montre que la poursuite des restructurations de toute nature, des négociations sous pression comme celle de l'Unedic qui aboutit sur un accord où 7 chômeurs sur 10 ne sont plus indemnisés, des privatisations, des suppressions d'emplois ou des mises en cause des 35 heures conduisent à l'impasse sociale et économique.

Au vu des déficits des caisses de protection sociale, Jacques Chirac reconnaît même implicitement l'ampleur de ces contradic-

tions en faisant un pas vers une proposition que la Cgt fait depuis vingt-cinq ans : prendre en compte la valeur ajoutée (*c'est-à-dire notamment les profits*) dans le calcul des cotisations sociales. Même s'il y a loin de la coupe aux lèvres, c'est un témoignage de plus qu'aucune fatalité n'est de mise en ce début d'année.

Il s'agit d'obliger gouvernement et patronat à compter avec un rapport de forces plus conséquent du monde du travail.

Pour la Cgt, la relance de l'action revendicative est une nécessité, le seul moyen de faire bouger la donne actuelle.

Elle vous invite à prendre part à une journée d'expression revendicative le 31 janvier pour :

- se réunir entre salariés, discuter de ce que nous voulons voir changer et obtenir ;
- définir ensemble les revendications sur lesquelles exiger des Nao, notamment en matière de salaire et d'égalité professionnelle ;
- faire converger nos ripostes aux privatisations, à la mise en cause d'acquis sociaux et nos luttes pour l'avenir du service public, pour le développement industriel et le renouveau des conventions collectives.